

**REPUBLIQUE DU NIGER**



**Ministère de l'Économie et des Finances  
Direction Générale du Budget**

**RAPPORT PROVISOIRE DE L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT A  
FIN SEPTEMBRE 2015**

Octobre 2015

## INTRODUCTION

Le présent rapport présente l'exécution provisoire du budget de l'Etat à fin septembre 2015. Il s'articule autour des trois points suivants : présentation du budget prévisionnel, réalisation des recettes du budget général et exécution des dépenses du budget général de l'Etat.

### I-PRÉSENTATION DU BUDGET PRÉVISIONNEL

La loi n°2014-73 du 04 décembre 2014, portant loi de finances pour l'année budgétaire 2015, a connu une première rectification à travers la loi n°2015-38 du 27 mai 2015. Cette loi a arrêté le montant total prévisionnel des recettes et des dépenses du budget général de l'Etat à **1 707,14** milliards et, suite au 1<sup>er</sup> collectif, ce montant a été porté à **1 732 ,47 milliards**, soit une augmentation de **25,33 milliards**.

Le montant ainsi rectifié est réparti, par grandes masses, conformément au tableau 1 qui suit :

**Tableau 1: Répartition par grandes masses des prévisions de recettes et de dépenses du budget général de l'Etat 2015 (en milliards de francs CFA)**

Article/Titre	LIBELLE	Montants votés
<b>1- RECETTES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT</b>		
12	Dons et legs	263,45
14	Obligations du Trésor	121,00
15	Tirages sur emprunts projets	234,16
16	Emprunts programmes	82,30
71	Recettes fiscales	928,66
72	Recettes non fiscales	21,61
76	Recettes exceptionnelles	81,29
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 732,47</b>
<b>2 - DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT</b>		
I	Dette publique	108,27
II	Dépenses de personnel	229,05
III	Achat de biens et services	142,66
IV	Subventions et autres transferts publics	208,47
V	Investissements exécutés par l'Etat	1 044,02
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 732,47</b>

## II-RÉALISATION DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL

A fin septembre 2015, les recettes du budget général de l'Etat ont été réalisées à hauteur de **1.110,67 milliards** pour des prévisions annuelles de **1.732,47 milliards**, soit un taux de réalisation de **64,11%**.

Ces réalisations se composent aussi bien des ressources externes que des ressources internes.

Tableau 2 : Exécution des recettes du budget général de l'Etat par article.

Article	Nature de la recette	Prévisions finales (en milliards)	Réalisations (en milliards)	Taux de réalisation
<b>1- Ressources extérieures</b>				
12	Dons extérieurs	263,45	91,56	34,75%
	<i>dont: Aides projets</i>	206,32	71,17	34,49%
	<i>Aides budgétaires</i>	57,13	20,39	35,69%
14	Obligations du Trésor	121,00	119,79	99,00%
15	Tirages sur emprunts projets	234,16	100,19	42,79%
16	Emprunts programmes	82,30	-	0,00%
	<b>Total ressources extérieures</b>	<b>700,91</b>	<b>311,54</b>	<b>44,45%</b>
<b>2 - Ressources internes</b>				
71	Recettes fiscales	928,66	759,98	81,84%
72	Recettes non fiscales	21,61	11,35	52,52%
76	Recettes exceptionnelles	81,29	27,80	34,20%
	<b>Total ressources internes</b>	<b>1 031,56</b>	<b>799,13</b>	<b>77,47%</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 732,47</b>	<b>1 110,67</b>	<b>64,11%</b>

## **II.1 - Les ressources extérieures**

Les ressources extérieures comprennent les dons et legs et les emprunts extérieurs. A fin septembre 2015, le montant total encaissé s'établit à **311,54 milliards** pour des prévisions annuelles de **700,91 milliards**, soit un taux de réalisation de **44,45%**.

### **II.1.1 - Les Dons et legs**

Les dons et legs sont composés des aides projets et des appuis budgétaires.

Les réalisations des **aides projets** s'élèvent à **71,17 milliards** pour des prévisions annuelles de **206,32 milliards**, soit un taux de réalisation de **34,49%**. Ce faible niveau est lié à l'indisponibilité de certaines données d'exécution des projets et programmes, les opérations étant intégrées pour la plupart en fin de gestion budgétaire.

Le montant des décaissements au titre des **appuis budgétaires** a atteint **20,39 milliards** pour des prévisions annuelles de **57,13 milliards**, soit un taux de mobilisation de **35,69%**. Ce faible taux d'exécution est dû au fait que seule l'aide budgétaire obtenue du Nigéria d'un montant équivalent a été enregistrée.

Comparé à la même période en 2014, le niveau de décaissement des **aides projets** a connu une baisse de **7,28 milliards** et celui de **l'aide budgétaire** une baisse de **20,41 milliards**.

### **II.1.2 - Les emprunts**

Les emprunts comprennent les emprunts projets et les emprunts budgétaires. Ces derniers sont constitués des obligations du trésor et des emprunts programmes.

A la fin du mois de septembre 2015, pour des prévisions de **82,30 milliards**, aucun montant n'a été mobilisé au titre des **emprunts programmes**.

En ce qui concerne les **emprunts obligataires**, le montant mobilisé est de **119,79 milliards** sur des prévisions de **121,00 milliards**, soit un taux de réalisation de **99,00%**.

Quand aux tirages sur **emprunts projets**, ils ont accusé une réalisation de **100,19 milliards** pour des prévisions annuelles de **234,16 milliards** de francs, soit un taux d'exécution de **42,79%**.

Comparé à la même période de 2014, l'exécution des emprunts présente les évolutions suivantes :

- **les obligations du trésor** : une hausse de **56,67 milliards** ;
- **les tirages sur emprunts projets** : une hausse de **14,43 milliards** ;
- **les emprunts programmes** : une baisse de **23,93 milliards**.

## II.2 – Les ressources internes

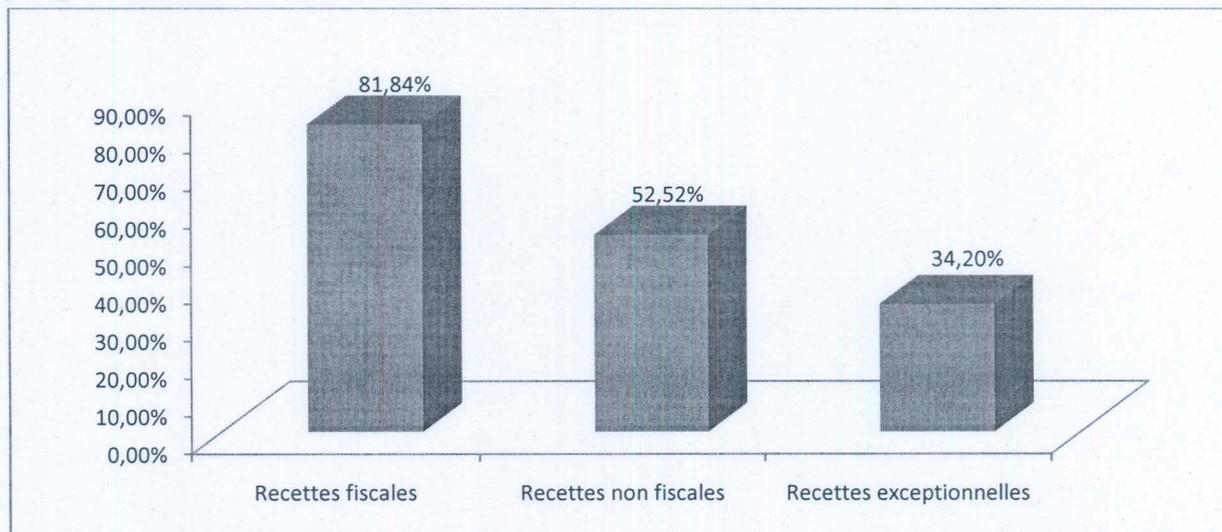
A fin septembre 2015, le montant total de recouvrement des recettes internes a atteint **799,13 milliards** sur des prévisions de **1 031,56 milliards**, soit un taux de réalisation de **77,47%**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau de réalisation des recettes internes est en hausse de **186,82 milliards**, soit un taux d'accroissement de **30,51%**.

Les recettes internes du budget de l'Etat sont constituées des recettes fiscales, des recettes non fiscales et des recettes exceptionnelles.

La figure 1 montre que les recettes fiscales sont les plus performantes en affichant un taux d'exécution supérieur au taux d'exécution global des recettes internes.

**Figure 1: Taux d'exécution des recettes internes du budget de l'Etat à fin septembre 2015, par grandes natures de recettes**



Le tableau qui suit donne le niveau de réalisation des recettes internes par grandes catégories.

Tableau 3: Exécution des recettes internes du budget général de l'Etat par grandes natures

PARAG.	IMPUTATION	CREDITS VOTES	REALISATION	TAUX
<b>71 - Recettes fiscales</b>				
711	Impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital	151,80	97,31	64,10%
712	Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	40,83	33,35	81,68%
713	Impôts sur le patrimoine	10,75	13,34	124,11%
715	Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	345,12	232,88	67,47%
716	Droits de timbre et d'enregistrement	31,45	32,55	103,50%
717	Droits et taxes à l'importation	261,45	294,69	112,71%
718	Droits et taxes à l'exportation	52,25	25,72	49,22%
719	Autres recettes fiscales	35,01	30,15	86,12%
	<b>Total 71</b>	<b>928,66</b>	<b>759,98</b>	<b>81,84%</b>
<b>72 - Recettes non fiscales</b>				
721	Revenus de l'entreprise et du domaine	2,33	1,11	47,64%
722	Droits et frais administratifs	0,49	0,35	71,43%
723	Amendes et condamnations pécuniaires	1,96	1,17	59,69%
724	Produits financiers	16,47	8,04	48,82%
729	Autres recettes non fiscales	0,36	0,68	188,89%
	<b>Total 72</b>	<b>21,61</b>	<b>11,35</b>	<b>52,52%</b>
<b>76 - Recettes exceptionnelles</b>				
769	Autres recettes exceptionnelles	81,29	27,80	34,20%
	<b>Total 76</b>	<b>81,29</b>	<b>27,80</b>	<b>34,20%</b>
	<b>TOTAL RECETTES INTERNES</b>	<b>1 031,56</b>	<b>799,13</b>	<b>77,47%</b>

### II.2.1 - Les recettes fiscales :

Les recettes fiscales sont les revenus des impôts et des taxes prélevés par l'Etat sur le tissu économique.

A fin septembre 2015, le montant total réalisé a atteint **759,98 milliards** pour des prévisions annuelles de **928,66 milliards**, soit un taux de **81,84%**. Ce montant représente **95,10%** du montant total des recettes internes recouvrées.

Le recouvrement de ces recettes a été principalement assuré par :

- la Direction Générale des Douanes (DGD) pour **328,09 milliards** sur des prévisions annuelles de **323,7 milliards**, soit **101,36%**.
- la Direction Générale des Impôts (DGI) pour **433,56 milliards** sur des prévisions annuelles de **607,46 milliards**, soit **71,37%**.

L'évaluation des exonérations, au niveau de la DGI, est provisoire, elles s'élèvent à **72,10 milliards** sur des prévisions annuelles de **79,46 milliards**.

Le niveau de réalisation des recettes internes s'explique:

➤ **Pour la DGD par :**

- un accroissement sensible des flux des marchandises à l'importation au cours de la période. Cette hausse est essentiellement imputable à l'importation massive des matériels et équipements militaires au profit de l'armée nationale et des bases militaires françaises et américaines installées dans notre pays. A cela s'ajoutent les gros matériels importés dans le cadre de certains chantiers à l'image de la centrale électrique de Gorou Banda, l'hôpital de référence de Koira Tégui, les routes bitumées etc. Toutefois, une part prépondérante de ces importations bénéficient de régimes privilégiés (exonérations et OP), ce qui explique le niveau particulièrement élevé des exonérations douanières qui ont atteint **187,58 milliards** à fin septembre 2015 soit **57,17%** de réalisation globale des recettes ;
- une augmentation de l'assiette de la Taxe sur la Valeur Ajouté (TVA) du fait de l'incidence positive des droits de douane et de la redevance statistique à l'importation qui entrent dans la base taxable de la TVA ;
- des mesures énergiques de contrôle, de lutte contre la fraude et de régularisation des enlèvements directs (ED) ;
- une baisse du flux des marchandises à l'exportation en liaison avec notamment l'arrêt momentané de la production de la SORAZ pour raison de maintenance et la chute du cours du brut du pétrole sur le marché international. Ces deux facteurs ont eu une incidence sur la perception de la RSE sur les exportations des hydrocarbures ;
- le ralentissement des échanges avec le Nigeria en rapport avec la crise sécuritaire née des actions de Boko Haram, la crainte des conséquences présumées des élections présidentielles au Nigeria et le

détournement d'une partie des marchandises en transit direct sur le Niger en raison des facilités accordées par le Bénin.

➤ **Pour la DGI par :**

- une amélioration au niveau de la taxe immobilière et de l'impôt synthétique qui s'explique par une campagne de recensement démarrée plus tôt que d'habitude ;
- une très bonne tenue des impôts et taxes intérieurs sur les biens et services avec un taux d'exécution de **67,47%**;
- la contre performance des droits miniers, de la redevance superficière « pétroles » et de la redevance ad valorem, conséquence de la crise du secteur pétrolier et de la baisse du prix du baril sur le marché international.

Comparé à la même période de 2014, le niveau de réalisation des recettes fiscales a connu une hausse de **145,74 milliards**, soit un taux d'accroissement de **26,88%**.

#### **II.2.2 - Les recettes non fiscales**

Elles sont constituées essentiellement des produits divers recouverts par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) et la DGI. Le montant total recouvert à fin septembre 2015 s'élève à **11,35 milliards<sup>1</sup>** pour des prévisions annuelles de **21,61 milliards**, soit un taux de **52,52%**. Ce montant est composé de **1,12 milliard** recouvert par la DGI et **10,23 milliards** recouvert par la DGTCP.

Cette contreperformance s'explique par la faiblesse des réalisations au niveau des postes de recettes ci-après :

- les dividendes, qui ont connu un taux de réalisation de **38,78%**, alors qu'ils représentent **37,01%** des prévisions des recettes non fiscales ;
- les amendes et pénalités gendarmerie, qui ont enregistré un taux de réalisation de **34,76%** ;
- les amendes et frais de justice, ayant connu un taux de réalisation de **2,95%**, consécutif à la non opérationnalisation intégrale des régies de recettes créées au niveau du Ministère de la Justice ;
- les régies des prestations du Ministère chargé de l'Éducation Nationale prévues pour **500 millions**, qui n'ont pas connu de début de réalisation.

---

<sup>1</sup> Les rubriques : 076992 (DGI) ; 076985, 076986 et 076993 (DGT/CP) sont classées dans les recettes exceptionnelles, d'où l'écart observé avec les montants déclarés par ces Directions.

### II.2.3 - Les recettes exceptionnelles

Les recettes exceptionnelles sont des recettes à caractère non permanent, recouvrées par la DGTCP et la DGI. Elles ont connu un niveau de réalisation de **34,20%**, représentant **27,8 milliards** pour des prévisions annuelles de **81,29 milliards**, dont **7,42 milliards** au titre des ressources PPTE. La contreperformance est imputable à la non réalisation des recettes de la vente de certaines actions de l'Etat, du bonus de signature et de la vente de la licence de téléphonie. Ces postes de recettes totalisent des prévisions de 56 milliards, soit **68,89%** du montant total prévu au titre des recettes exceptionnelles.

### III - EXECUTION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT

A fin septembre 2015, les dépenses du budget général de l'Etat ont été exécutées à hauteur de **1 108,00 milliards** pour des prévisions annuelles de **1 732,47 milliards**, soit un taux d'exécution de **63,95%**. Comparativement aux crédits libérés, ce taux est de **90,71%**.

Il convient de signaler que le taux des PPA émis sur l'exécution du budget est de **2,09%**.

Le tableau ci-dessous montre le niveau d'exécution des dépenses selon les titres à fin septembre 2015.

Tableau 4: Exécution par titre des dépenses du budget général de l'Etat (en milliards de francs CFA)

Titre	LIBELLES	Crédits Votés	Crédits Libérés	Crédits Consommés	Taux // Cdts Votés	Taux // Cdts libérés
I	Dette publique	108,27	80,83	41,85	38,66%	51,78%
II	Dépenses de personnel	229,05	211,07	184,69	80,63%	87,50%
III	Achat de biens et services	142,66	116,96	98,48	69,03%	84,20%
IV	Subvention et transferts courants	208,47	152,29	142,83	68,51%	93,79%
V	Investissements exécutés par l'Etat	1 044,02	660,38	640,15	61,32%	96,94%
	<i>Projets financements ANR</i>	203,82	198,19	71,17	34,92%	35,91%
	<i>Projets financements EMPRUNTS</i>	234,16	211,54	100,19	42,79%	47,36%
	<i>Financement TRESOR</i>	606,04	510,34	468,79	77,35%	91,86%
	<b>TOTAL BUDGET</b>	<b>1 732,47</b>	<b>1 221,53</b>	<b>1 108,00</b>	<b>63,95%</b>	<b>90,71%</b>

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses du budget général de l'Etat a connu une hausse de **206,09 milliards**, soit un taux d'accroissement de **22,85%**.

Les développements qui suivent commentent l'exécution, par titre, des dépenses du budget général de l'Etat à la fin du mois de septembre 2015.

### **III-1 - Amortissement et charges de la dette publique**

Les dépenses relatives à la dette sont constituées de la dette intérieure et de la dette extérieure. On note un niveau global d'exécution de **38,65%**. En effet, sur des prévisions annuelles de **108,27 milliards**, il a été exécuté un montant de **41,85 milliards**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses d'amortissement et charges de la dette publique a connu une hausse de **13,13 milliards**, soit un taux d'accroissement de **45,72%**.

### **III-2 - Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel sont composées des salaires civils et militaires ainsi que de leurs accessoires. A fin septembre 2015, le niveau d'exécution de cette catégorie de dépenses a atteint **80,63%**, correspondant à **184,69 milliards** sur des prévisions annuelles de **229,05 milliards**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses du personnel a connu une hausse de **33,32 milliards**, soit un taux d'accroissement de **22,01%**.

### **III-3 - Dépenses d'achats de biens et services**

Cette catégorie de dépenses relève du fonctionnement courant de l'administration. Elle comprend principalement les fournitures et consommables, les dépenses d'entretien et de maintenance ainsi que les prestations de services (assurances, téléphone, électricité, transports, loyers ...), les déplacements...

Dans l'ensemble, le niveau d'exécution a atteint **98,48 milliards** pour des prévisions annuelles de **142,66 milliards**, soit un taux d'exécution de **69,03%**. Comparativement aux crédits libérés, le taux d'exécution est de **84,20%**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses d'achats de biens et services a connu une hausse de **17,16 milliards**, soit un taux d'accroissement de **21,10%**.

#### **III-4 - Subventions et transferts courants**

Ce poste de dépenses comprend essentiellement les subventions accordées aux établissements publics à caractère administratif, les transferts au profit des ménages et de certaines administrations publiques (pécules et bourses notamment), les contributions aux organisations internationales, la formation de personnel de l'Etat, les évacuations sanitaires, la gratuité des soins ...

Le montant total des dépenses exécutées s'élève à **142,83 milliards** sur un montant prévisionnel de **208,47 milliards**, soit un taux d'exécution de **68,51%**. Par rapport aux crédits libérés ce taux est de **93,79%**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses de subventions et transferts courants a connu une baisse de **21,34 milliards**, soit un taux de régression de **13,0%**.

#### **III-5 - Dépenses d'investissements de l'Etat**

Les investissements de l'Etat sont constitués de l'équipement des administrations (matériels et mobiliers) et des projets et programmes.

A la fin du mois de septembre 2015, le montant total réalisé a atteint **640,15 milliards** sur des prévisions annuelles de **1 044,02 milliards**, soit un taux d'exécution de **61,32%**. Par rapport aux crédits libérés, ce taux est de **96,94%**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement a connu une hausse de **140,56 milliards**, soit un taux d'accroissement de **28,14%**.

Les investissements de l'Etat sont financés soit sur ressources propres soit sur ressources extérieures (ANR et Emprunts).

##### **III-5-1- Les investissements sur ressources propres de l'Etat**

Les investissements sur financement propre de l'Etat ont connu un niveau de consommation total de **468,79 milliards** sur des prévisions annuelles de **606,03 milliards**, soit un taux d'exécution de **77,35%**.

Par rapport aux crédits libérés, ce taux est de **91,86%**.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres de l'Etat a connu une hausse de **133,41 milliards**, soit un taux d'accroissement de **39,78%**.

### **III-5-2- Les investissements sur financements extérieurs**

Pour ce qui est des dépenses sur financement extérieur, le niveau d'exécution est de **34,92%** pour les ANR et **42,79%** pour les Emprunts, soit des montants respectifs de **71,17 milliards** et **100,19 milliards**. Ces taux d'exécution constatés représentent le niveau de collecte des données sur les décaissements effectués au titre des projets et programmes sur financement extérieur et qui seront certainement améliorés dans la situation consolidée.

Comparé à la même période de 2014, le niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur financements extérieurs a connu une hausse de **7,15 milliards**, soit un taux d'accroissement de **4,35%**.

### **CONCLUSION**

Le niveau d'exécution global des recettes ressort à **64,11%**. Ce taux de réalisation a essentiellement été entamé par le niveau de mobilisation des ressources externes qu'il s'agisse des appuis budgétaires ou des financements projets. Par contre, les recettes internes se sont globalement bien confortées, en dépit des difficultés des secteurs pétroliers et miniers et de la situation sécuritaire dans le pays.

L'examen des réalisations des dépenses fait apparaître quant à lui, un taux d'exécution de **63,95%**. Par rapport aux crédits libérés, ce taux ressort à **90,71%**. Les dépenses de personnel ont connu un niveau d'exécution appréciable (**80,63%**) suivi des dépenses de subventions et transferts courants (**68,51%**) et des dépenses d'investissements (**61,32%**).

### **LA DIRECTRICE GENERALE DU BUDGET**

**Mme RABO Fatchima**

